

Picardie

Hebdomadaire économique et régional

LA GAZETTE

CPPAP n° 0520 | 79612 - ISSN 2111-3351

www.picardiegazette.fr

COMMUNIQUER

dans LA GAZETTE c'est
la **GARANTIE D'ÊTRE VU** par
la plus **FORTE audience** de
cadres et dirigeants d'entreprises
de la région.

CONTACT

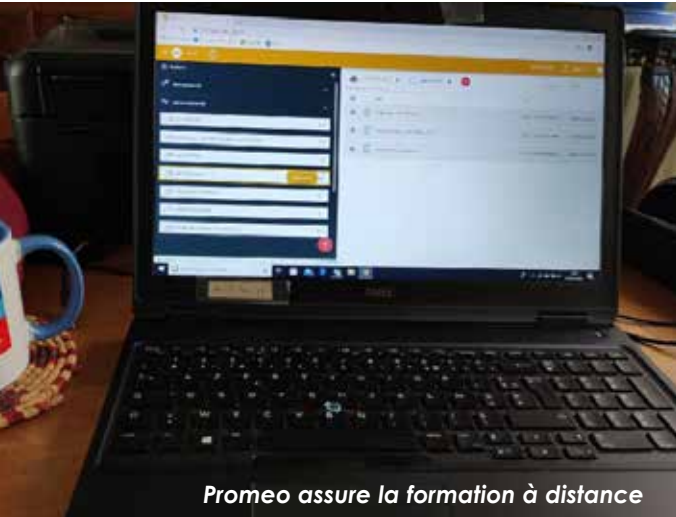
Stéphanie ACCART
06 80 66 72 03

Picardie
LA GAZETTE

Pôle Emploi Oise

Adaptation des services et nouvelles méthodes





Promeo assure la formation à distance

4

BANQUES

7-8

CAISSE D'ÉPARGNE HAUTS DE FRANCE
De solides résultats financiers pour 2019

ENTREPRISES

9

SANTÉ
Sodiamex booste sa production de tubes médicaux

ÉCONOMIE

10-11

ENTREPRISES
Le plan d'urgence dépasse les 100 milliards d'euros

SARL au capital de 40.000 euros
3 place d'Aguesseau BP 38826 - 80 088 AMIENS cedex 2

Fondateur : Jean DOURIEZ

Directeur de Publication : Xavier MEPLON

Directeur des Éditions : Arnaud SELLIER
arnaud.sellier@picardiegazette.fr

Rédacteur en chef : Patrick BEAUMONT
patrick.beaumont@gazettenpdc.fr

Chef d'édition : Loretta RIZZUTO
loretta.rizzuto@picardiegazette.fr
Tél : 06 37 85 51 93

Rédactrices : Amélie PEROZ
amelie.peroz@picardiegazette.fr
Virginie KUBATKO
virginie.kubatko@picardiegazette.fr

Community manager : Manon Vanhuysse
manon.vanhuysse@gazettenpdc.fr

Service annonces légales : al@picardiegazette.fr

Chargée de clientèle Annonces Légales : Nathalie HECQUET
nathalie.hecquet@picardiegazette.fr
Tél : 07 86 09 87 12

Abonnements : abonnement@picardiegazette.fr
Tél : 03 22 92 01 75

Chargée de Publicités Commerciales : Stéphanie ACCART
stephanie.accart@picardiegazette.fr

Tél : 06 80 66 72 03

Marchés publics : Arnaud SELLIER
Tél : 06 17 87 32 62

Dépôt légal : à parution
CPPAP 0520 | 79612
ISSN 2111-3351

Imprimerie : DB PRINT
53, rue de la Lys - BP 90068 - 59431 Halluin CEDEX (fr)
Chrzanowska 32,
05-825 Grodzisk Mazowiecki (pl)

Associé : SARL Financière Duriez-Bataille.

Tirage : 3.800 exemplaires

Abonnement d'un an : 45 € par édition

L'UTC continue la recherche sur les véhicules AUTONOMES



© Adobestock

Dans le cadre du projet pédagogique en Génie urbain à l'Université technologique de Compiègne (UTC), une enquête exploratoire sur les véhicules autonomes en milieu urbain est en cours. Vingt étudiants en Génie des systèmes urbain de l'UTC travaillent actuellement sur l'insertion des véhicules autonomes dans l'espace urbain de l'Agglomération de la région de Compiègne (ARC). Un questionnaire a été conçu pour cerner les habitudes de mobilité de la population de l'ARC, étudier l'acceptabilité de l'insertion des véhicules totalement autonomes par la population de l'agglomération et connaître les conséquences de l'insertion des véhicules autonomes sur le paysage urbain. Le questionnaire se trouve à cette adresse : <https://lnkd.in/emmjey5>

LE DOMAINE du Val est solidaire

Le Domaine du Val, hébergement éco-responsable situé en Baie de Somme, à Grand-Laviers, est fermé depuis les mesures de confinement mais il reste ouvert à la solidarité. Devant la multiplication des demandes d'annulation de séjour et de remboursement des arrhes, l'équipe du Domaine de Val a décidé de lancer l'opération "Mars Solidaire". Le principe est solidaire : avant le 31 mars 2020, pour tout report jusqu'en 2021 d'un séjour programmé au Domaine du Val, ce dernier s'était engagé à reverser 10% de la valeur totale du séjour à la fondation des Hôpitaux de France. Une remise de 10% supplémentaire a également été accordée au client pour le remercier de sa contribution à cette opération de solidarité. Cette opération a permis de récolter la somme de 1 892 euros en deux semaines grâce à l'engagement de 38 familles. « Nous ne pouvions pas rester les bras croisés face à ce drame. Avec cette opération Mars Solidaire, je tiens à illustrer les valeurs d'engagement et de solidarité que le Domaine du Val met en place à son échelle chaque jour depuis sa création. Mais c'est avant tout une victoire collective et je remercie très chaleureusement les 38 familles qui ont participé avec nous à cette opération de solidarité. Cette épreuve conforte notre volonté de mettre en place un tourisme plus responsable et qui s'appuie sur des valeurs de responsabilité sociale et environnementale », a déclaré Xavier Mennesson, propriétaire du Domaine.

Jusqu'au 31 mai 2020
valeur
MOTEUR OFFERT*
352 € TTC

www.store-deco.com

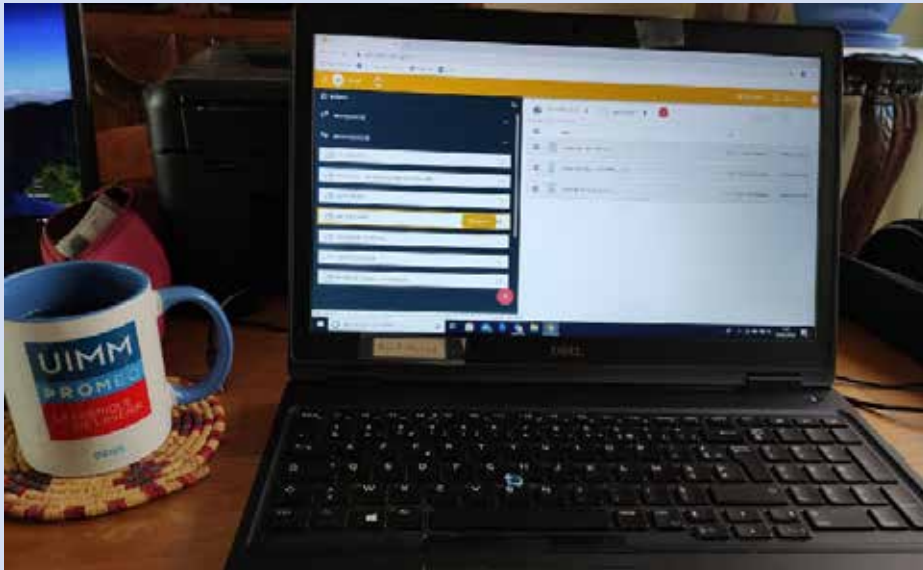
#JE RESTE CHEZ MOI
CONFINÉ(E) et PROTÉGÉ(E)
sous mon store

STORE Déco
à votre service depuis 1979

ZAC du bois de la Chocque
02100 SAINT QUENTIN
TEL 03 23 67 26 20

études ensemble votre PROJET...

LA FORMATION continue à distance chez PROMEO



© Proméo

Les équipes pédagogiques de Proméo Picardie se sont mobilisées pour adapter leur cours à distance et permettre aux apprentis de reprendre leur formation dès le 30 mars dernier. Pour cette première semaine de formation, 1 100 apprentis picards ont pu accéder à leurs cours mis à disposition sur la plate-forme pédagogique EASI et dispensés par 208 formateurs permanents, prestataires extérieurs et enseignants des universités mobilisés. Au total, 3 041 heures de formation ont été assurées. Grâce à la plate-

forme, les formations sont dispensées via des visioconférences ainsi que des supports écrits et vidéos en ligne. « Les formations à distance se poursuivent et pendant toute la période de confinement sur le même rythme d'alternance que les formations planifiées initialement dans nos centres. Les inscriptions en alternance sont toujours possibles », assure Proméo Picardie. Quant au recrutement pour les formations, il se poursuit également à distance à cette adresse : <http://inscription.proméo-formation.fr/>

A screenshot of the website 'Ou Acheter Local.fr'. The header features the logo 'Ou Acheter Local.fr' and the tagline 'Trouvez les produits des fermes en Hauts-de-France'. Below the header is a navigation bar with four categories: 'OEUFs & PRODUITS LAITIERS', 'BOISSONS', 'ÉPICERIE TRAITEUR', and 'AUTRES PRODUITS'. The main content area is titled 'PRODUITS À PROXIMITÉ' and shows a map interface. The map has a search bar that says 'Indiquez un lieu'. Below the map, there are two numbered steps: '1 J'ENTRE MON ADRESSE' and '2 JE DÉCOUVRE TOUS LES PRODUITS RÉGIONAUX AUTOUR DE CHEZ MOI'.

UN SITE POUR acheter des produits locaux

La Chambre d'agriculture des Hauts-de-France, la Région Hauts-de-France et la Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt (Draaf) ont lancé un site Internet dédié à la vente de produits locaux pour les particuliers : www.ouacheterlocal.fr. Ce dernier répertorie les producteurs et points de vente directe du territoire pour permettre aux consommateurs de trouver des produits frais, locaux, et de saison, près de chez eux tout en mettant en valeur les producteurs locaux : fruits, légumes, viandes, poissons, œufs et produits laitiers, boissons, épiceries et traiteurs. Actuellement, de nombreux territoires et réseaux associatifs de producteurs ont adhéré

à cette démarche pour donner aux habitants une information sûre et pratique.

UNE ACTIVITÉ ADAPTÉE MAIS QUI CONTINUE

Durant cette crise exceptionnelle, **Pôle emploi** continue d'assurer ses services habituels. Alors que des dispositifs sont mis en place pour les **secteurs prioritaires** en forte demande de main d'œuvre durant la crise, les formations et les **recrutements**, dans l'ensemble, ne sont pas figés pour les demandeurs d'emploi et les entreprises, avec des **nouvelles méthodes** appliquées.

Virginie **KUBATKO**

La crise sanitaire actuelle est particulière pour le département de l'Oise : c'est un des premiers foyers principaux de l'épidémie de Covid-19, apparue dès le mois de mars, provoquant des fermetures d'entreprises et des arrêts d'activité plus de deux semaines avant le confinement national. Dès le début de la crise, puis dès les premières mesures du Gouvernement, Pôle emploi a réagi rapidement face aux difficultés des demandeurs d'emploi et des entreprises. Dans l'Oise, malgré les locaux vides, les conseillers sont en télétravail* et des rendez-vous sont encore donnés en présentiel pour les personnes en grande précarité sociale ou éloignées des technologies.

Le bilan dans la région Hauts-de-France montre que les services sont toujours actifs, « *comme d'habitude*, souligne Sabine Prédiado, directrice territoriale Oise de Pôle emploi. *Nos services continent mais ils sont adaptés et digitalisés dans ce contexte particulier.* » Entre le 15 mars et le 16 avril, dans les Hauts-de-France, 75 230 appels ont été enregistrés concernant l'accompagnement des demandeurs d'emploi et 86 460 entretiens d'accompagnement se sont déroulés (nouveaux projets professionnels, techniques de recherche d'emploi à distance, recrutements, etc.) grâce à des conseillers dédiés. Du côté des indemnisations des demandeurs d'emploi, 179 000 dossiers ont été également traités dans la région durant la même période et 4 100 offres d'emploi déposées en un mois. Ces chiffres régionaux sont le fruit des missions de Pôle emploi dans les territoires, renforcées dû au contexte actuel : l'indemnisation des demandeurs d'emploi, l'accompagnement des demandeurs d'emploi et le recrutement. « *Nous avons une démarche pro-active pour les chercheurs d'emploi et pour les entreprises. Nous appelons les personnes qui ont des difficultés pour leur actualisation et nous effectuons des entretiens dématérialisés* », continue la directrice régionale de Pôle emploi.

DES RECRUTEMENTS DIFFÉRENTS

Malgré une baisse de 60% des offres d'emploi enregistrée dans le département, entre le 2



© AdobeStock

| Pôle emploi a adapté ses services, qui sont dans ce contexte de crise sanitaire, digitalisés.

|| Nous préparerons aussi le déconfinement car des entreprises recrutent actuellement et ont prévu de recruter dès la reprise économique ||

mars et le 17 avril (la région Hauts-de-France affiche une baisse de 70%), les recrutements perdurent sous d'autres formes, avec une nouvelle dimension, qui pourraient présager une nouvelle ère : « *Demain ne sera pas comme hier. On constate des nouvelles manières de travailler, les rapports humains changent et nous changerons forcément nos méthodes de recrutement* », constate Sabine Préciado. Les visioconférences, les entretiens d'embauche téléphoniques, les ateliers numériques collectifs, des conseils personnalisés à distance ou encore les formations dématérialisées constituent les méthodes de travail d'aujourd'hui. Du côté de l'activité générale, les flux d'emploi et de main-d'œuvre ne sont pas au point mort et des opportunités d'emploi sont proposées. Pôle emploi accompagne les entreprises qui ont un besoin urgent de main-d'œuvre mais accompagne celles qui recrutent et qui recruteront

demain. « *Nous préparerons aussi le déconfinement car des entreprises recrutent actuellement et ont prévu de recruter dès la reprise économique, tout n'est pas à l'arrêt et que ce soit dans les recrutements en urgence ou les recrutements de demain, les entreprises nous font confiance* », constate la directrice régionale.

DE NOUVEAUX RAPPORTS

Cette confiance accordée est au cœur des enjeux des méthodes de recrutement de demain. Alors que les exigences des recruteurs étaient à leur paroxysme jusqu'au début de la crise, elles sont des descendues d'un degré, convaincant les plus dubitatifs sur les autres critères primordiaux : le savoir-être et la motivation. Et dans le même temps, un transfert possible de compétences d'un secteur à un autre. « *Nous avons déjà mis en place cette démarche auprès des entreprises, note Sabine Préciado. Recruter sur d'autres critères, avec des méthodes innovantes ou même sans C.V. De nombreuses entreprises sont ouvertes à cela et sont même satisfaites. Mais aujourd'hui, les entreprises qui recrutent dans les secteurs tendus, liés à la crises, doivent recruter dans l'urgence et n'ont pas le choix. Nous faisons généralement les premières sélections. Cette situation va convaincre ceux qui n'y croyaient pas spécialement.* »

*Numéros d'appels uniques : 3949 pour les demandeurs d'emploi/ 3995 pour les employeurs.

UNE PLATE-FORME DE RECRUTEMENT SPÉCIALE COVID-19

Pôle emploi porte l'opération nationale, "Mobilisation Emploi", lancée par le Gouvernement. Cette plate-forme rassemble les entreprises qui recrutent pendant la crise, dans les secteurs prioritaires et liés à l'urgence sanitaire : la santé, l'agriculture, l'agroalimentaire, les transports, la logistique, l'aide à domicile, l'énergie et la télécommunication. Elle est dédiée aux demandeurs d'emploi ou les salariés en activité partielle. Cette plate-forme offre également une garantie des conditions de travail : ces entreprises s'engagent à respecter les règles et consignes sanitaires en vigueur (distanciation sociale, masques, gel hydroalcoolique, etc.). « *Aujourd'hui, on parle de ces gestes barrières et des autres conditions sanitaires, les entreprises et les demandeurs d'emploi le savent et le veulent, constate Sabine Préciado. Notre rôle est aussi de protéger les demandeurs d'emploi.* » Cette protection sanitaire qui est devenue le premier sujet d'inquiétude chez les salariés. Au total, la plate-forme recense plus de 600 offres dans les Hauts-de-France, dont plus de 120 dans l'Oise. Les demandes passent de l'ouvrier(e) polyvalent(e), à l'aide soignant(e), au préparateur (rice) de commandes, à l'assistant(e) social(e) ou encore à l'aide agricole.

L'ANCRAGE TERRITORIAL COMME PRINCIPALE STRATÉGIE

Tant sur le marché des particuliers que des entreprises, la **Caisse d'Épargne Hauts de France** affiche une année 2019 "dynamique", avec des **résultats financiers "solides"** et réinvestis sur le territoire. La banque coopérative poursuit son développement et mise sur un **ancrage local**.

Amandine **PINOT**

Forte d'un réseau de 300 agences maillant le territoire et de onze centres d'affaires dédiés aux entreprises et aux nouveaux segments de marché, la Caisse d'Épargne Hauts de France (CEHDF) a contribué à hauteur de 6,1 milliards d'euros (+8%) au financement des projets des familles (3 milliards d'euros, +16%) et des entreprises régionales (3,1 milliards d'euros). À fin 2019, plus de 4 000 nouveaux

clients professionnels ont rejoint la banque, soulignant un marché des entreprises dynamique. « Ces résultats sont la preuve de la force et de l'efficacité de notre maillage territorial d'agences de proximité », explique Laurent Roubin, président du directoire de la CEHDF. Avec un produit net bancaire à 645 millions d'euros, un encours de crédit en hausse de 4,6% (23,6 milliards d'euros) et un

Des agences repensées, sur des modes collaboratifs.



encours de collecte à 38 milliards d'euros (+3,7%), la banque a accéléré son développement tout au long de l'année 2019.

INNOVER POUR MIEUX CROÎTRE

La CEHDF a donc développé une stratégie sur plusieurs axes, lui permettant de croître sur de nouveaux marchés tout en maintenant l'activité des marchés traditionnels, il s'agit notamment de l'accélération du développement en Belgique, cinq ans après la création de sa succursale à Bruxelles, en progression de 50% en collecte comme en crédits. Cette filiale, déjà bien positionnée sur les grandes entreprises et les foncières, va élargir ses activités à la promotion immobilière et à l'accompagnement des clients transfron-



« Nous nous inscrivons résolument dans une démarche de développement dans la durée », précise Laurent Roubin, président du directoire de la CEHDF.

Quelques chiffres

1,1 million de clients particuliers actifs.
40 000 clients professionnels.
400 000 sociétaires.
+de 300 agences.
3 000 collaborateurs, **130** alternants.
180 embauches en 2019.

taliers. L'écosystème agricole et celui de la santé seront aussi renforcés.

Côté entreprises, la CEHDF a accompagné la croissance des entreprises et des grands projets pour un montant d'1 milliard d'euros et a lancé plusieurs dispositifs de financements de projets, notamment en capital investissement. En région, ce ne sont pas moins de neuf centres d'affaires territoriaux (Lille, Bruxelles, Amiens, Beauvais, Compiègne, Saint-Quentin, Lens-Arras, Dunkerque et Valenciennes) et deux centres d'affaires spécialisés en immobilier logement social et santé, qui assurent les relations pour la clientèle entreprises et institutionnels.

UNE FONDATION QUI MONTE EN PUISSANCE

Un programme de 2,1 millions d'euros a été mis au profit d'actions de mécénat et des activités de la fondation, autour de quatre engagements : l'emploi, la solidarité et l'insertion économique (fonds de commerce, taxes et achats, micro-crédits, sport...), la culture, le logement social, le sport et le bien-être. En 2019, la Fondation a ainsi octroyé près de 240 000 euros de dotations à 24 projets lauréats de son appel à projets destiné à améliorer la santé et le bien-être des habitants des Hauts-de-France.

RENFORCEMENT DE LA CROISSANCE D'ENTREPRISES

Le 11 mars dernier, le groupe immobilier parisien Novaxia a annoncé avoir souscrit une ligne de crédit de 20 millions d'euros auprès d'un pool bancaire mené par la CEHDF pour renforcer son leadership dans la transformation urbaine. La SOCFIM, la Caisse d'Épargne Normandie et la Banque Palatine participent à cette opération aux côtés de la banque régionale qui a syndiqué et assuré par une prise ferme à 100% un crédit syndiqué de 20 millions d'euros. Novaxia Développement s'est notamment illustré dans la transformation de l'ancien Hôtel du département des Hauts-de-Seine ou encore celui de l'Hôtel Dieu.

SODIAMEX FABRIQUE DES TUBES MÉDICAUX

Située à **Creil**, vivier industriel, l'entreprise **Sodiamex**, gérée par Luc Kemp depuis 2009, est un **fabricant français de gaines souples**. Forte de son expérience de plus de 50 ans, l'entreprise intensifie sa production de **tubes médicaux** pour contribuer à la solidarité nationale durant la crise sanitaire du **Covid-19**.

Virginie **KUBATKO**

C'est à Creil, dans l'Oise, que sont fabriqués les tubes médicaux pour les deux leaders mondiaux en produits innovants destinés aux soins respiratoires en milieu hospitalier, l'un en Angleterre, l'autre aux États-Unis. Ces derniers utilisent les tubes médicaux de Sodiamex pour concevoir leurs machines d'assistance respiratoire indispensables pour les patients atteints d'insuffisance respiratoire. Spécialisée dans la fabrication de gaines souples à destination des industries et du secteur du bâtiment – essentiellement pour transporter de l'air et du gaz – l'entreprise isarienne fabrique ces tubes médicaux depuis 2016.

Avec la crise du Covid-19, elle participe à la solidarité nationale en dédiant 90% de sa production à ces tubes, contre 25% habituellement. « Notre production a quadruplé depuis quelques semaines, explique Justine Fantoni, chargée de communication de Sodiamex. Habituellement, nous fabriquons un million de gaines médicales par an mais aujourd'hui, dans ce contexte particulier, nous avons intensifié notre travail, qui est artisanal car nous avons nous-mêmes conçu cette gaine

médicale et nous vérifions tous les assemblages pour garantir une qualité de nos produits. Nous sommes fiers de participer à cet élan de solidarité durant cette crise. Nous sommes sollicités par nos clients qui ont plus que jamais besoin de ces tubes médicaux. »

UNE GAINÉ 100% FRANÇAISE

Concrètement, Sodiamex fabrique des chambres d'inhalation branchées au circuit de respiration qui permet au patient de recevoir des inhalations de bronchodilatateurs (aide à une meilleure respiration) sans retirer la ventilation le temps des soins. Le risque de pneumonie est alors réduit, augmentant les chances de survie. « Pour nous diversifier et répondre aux besoins particuliers dans le milieu médical, nous avons conçu, en 2016, une gaine médicale pliable avec trois critères : la transparence, pour surveiller les inhalations, le silence, pour ne pas déranger les patients qui sont tous en grande détresse respiratoire et la neutralité chimique », continue Justine Fantoni. Ce tube particulier répond à des exigences médicales : il ne crée pas de bruit lors de son activation afin de ne pas perturber le patient pendant ses soins intensifs et les parois sont suffisamment fines pour que la compression du tube soit maximale et éviter tout développement bactériologique.

Après deux ans de recherche, Sodiamex est le seul fabricant français à concevoir ce type de tube. Sa particularité est que l'équipe de cette entreprise isarienne, qui est actuellement composée de huit personnes, fabrique des tubes médicaux sur-mesure avec des collaborateurs « qui ont plus de 20 ans d'expérience », précise Justine Fantoni. La coupe et la finition se font de manière artisanale. « Je suis fier de pouvoir compter sur ces équipes qui travaillent sans relâche et avec beaucoup d'engagement à la fabrication des tubes en maintenant une qualité irréprochable », a déclaré Luc Kemp, dirigeant de l'entreprise.



© Sodiamex

| Les gaines médicales.

LE PLAN D'URGENCE MONTE À PLUS DE 100 MILLIARDS D'EUROS

Le montant consacré au **plan d'urgence** double, et celui du fonds consacré aux **TPE et PME** est multiplié par sept. De quoi tenir jusqu'au 11 mai ?

Anne **DAUBRÉE**



© AdobeStock

| L'enveloppe destinée aux mesures de trésorerie va tripler pour passer à 35 milliards d'euros.

Le plan d'urgence ? « plus de 100 milliards d'euros », a annoncé Bruno Le Maire, ministre de l'Économie, sur RMC, le 14 avril. Quatre jours plus tôt, dans un entretien au quotidien économique *Les Échos*, il parlait "seulement" de «100 milliards ». Sans cesse en augmenta-

tion, les montants ont en tout cas plus que doublé depuis ceux annoncés à peine un mois plus tôt, le 17 mars.

D'après les diverses annonces, la somme abonde plusieurs dispositifs déjà mis en place : l'enveloppe destinée aux mesures

de trésorerie (report de cotisations sociales et fiscales, notamment) va tripler pour passer à 35 milliards d'euros. Par ailleurs, 20 milliards seront consacrés à un remboursement anticipé de certains crédits d'impôt, notamment le Crédit d'impôt recherche (CIR). 24 milliards sont prévus pour le dispositif de chômage partiel, contre 8,5 milliards d'euros au départ. Les efforts sont partagés entre l'État (13,3 milliards), et l'Unedic, qui complète. Quant au Fond de solidarité pour les PME et les TPE, d'un montant initial d'un milliard d'euros, il passe à 7 milliards. Autre mesure prévue, l'augmentation des dépenses de santé, qui passent de 2 à 7 milliards d'euros. D'après *Les Échos*, le nouveau plan comprend aussi une enveloppe de 20 milliards destinés à aider des entreprises stratégiques, à l'image d'Air France, via divers moyens (nationalisations temporaires, prises de participation...). À ces mesures gouvernementales s'ajoute 1 milliard d'euros, destinés aux artisans et commerçants : le Conseil de la protection sociale des travailleurs indépendants (CPSTI) puise dans les réserves financières du régime com-

plémentaire des indépendants. Ce montant sera exonéré d'impôt sur le revenu, cotisations et contributions sociales.

DISPOSITIONS RENFORCÉES POUR LES SECTEURS LES PLUS IMPACTÉS

Pour la suite, des dispositions spécifiques seront prises pour les secteurs comme l'hôtellerie, la restauration ou l'événementiel, particulièrement touchés par la crise sanitaire, a déclaré le président de la République, lors de son allocution, le 13 avril. Ce soir là, Emmanuel Macron a annoncé la date prévue pour le déconfinement : le 11 mai. Reste à savoir si cette date de sortie sera maintenue, et si les quelque 100 milliards d'euros suffiront à maintenir l'économie sous perfusion d'ici là. « Il s'agit de la plus grande récession en France depuis 1945 », d'après Bruno Le Maire. La prévision de "croissance" économique, « provisoire », met en garde le ministre de l'Économie, est encore plus basse aujourd'hui, à -8% du PIB (contre -6 % annoncé le 10 avril).

LA BANQUE DES TERRITOIRES PREND DE NOUVELLES MESURES

La Banque des territoires a déployé de nouvelles mesures exceptionnelles, notamment celles à destination de ses clients Organismes de logements sociaux (OLS) et Entreprises publiques locales (EPL). Pour rappel, l'ensemble des emprunteurs avaient la possibilité de bénéficier de la disponibilité de la ligne de trésorerie de 2 milliards d'euros instaurée en 2018 lors du 1^{er} Plan Logement (durée de découvert de six à douze mois avec tarification améliorée), ils peuvent depuis début avril avoir recours à un prêt de long terme, avec report gratuit des échéances sur demande justifiant d'une perte ou d'un décalage ponctuel de recette, sur l'actif financé, lié à la crise sanitaire.

Le dispositif de contractualisation a lui été temporairement assoupli et simplifié, avec régularisation ultérieure et mise en place d'un processus accéléré d'éligibilité à la signature électronique. Le recours à la plate-forme Internet de la Banque des territoires (www.banquedesterritoires.fr) été renforcé, afin de garantir le plein accès aux services et financements (demande de prêt, réception d'une offre, signature électronique, pilotage en ligne des versements, etc.). En mars dernier, 90% des prêts accordés aux bailleurs sociaux (montant total : 1,4 milliard d'euros, soit +22% comparé à 2019) ont transité sur cette plate-forme, avec une progression des prêts pour le logement locatif de +3% sur les deux dernières semaines de mars. Toutes les EPL (clientes et non clientes de la Banque des territoires) peuvent bénéficier du financement à 100% d'études flash, afin de les aider à formaliser les plans de trésorerie prévisionnelle et étudier les solutions de sortie de crise. Et celles clientes de la Banque des territoires peuvent sur demande avoir droit à des ouvertures de lignes de trésorerie et à des prêts à court terme, à la mise en place de comptes courants d'associés ou de quasi fonds propres ainsi qu'à des reports d'échéances.

#COVID-19 : INFORMATION IMPORTANTE LA GAZETTE PICARDIE

Mesdames, Messieurs, Chers Clients,

Dans le contexte de crise sanitaire majeure que traverse notre pays, les instances officielles ont appelé à la responsabilité de chacun et de tous. Nous vous informons des mesures et du plan d'action de la Gazette Picardie concernant la gestion interne du COVID-19 qui s'inscrivent dans le respect des mesures sanitaires en vigueur.

Ce plan vise à préserver la santé de nos clients, de nos collaborateurs, de leurs familles et à garantir la continuité de nos services ainsi que la parution de nos journaux.

Un dispositif de télétravail pour l'ensemble des collaborateurs a d'ores et déjà été activé au sein des équipes Gazette.



Les rendez-vous clients dans nos locaux ou à l'extérieur sont donc temporairement annulés ou reportés ultérieurement.



Ces procédures seront régulièrement modifiées conformément aux recommandations des autorités compétentes.



Ce plan de continuité des activités nous permettra de poursuivre la réalisation de l'ensemble des services proposés habituellement. Afin de faciliter les mesures de télétravail, nous vous remercions de **privilégier les solutions suivantes** :

Privilégiez la saisie de vos annonces légales sur nos sites dédiés :
Notre plateforme disponible 24h/24 et 7j/7 est gratuite :
<https://www.annonceslegales.pro/>



Vos interlocuteurs commerciaux habituels sont à votre disposition pour vous configurer un nouvel accès ou vous communiquer vos identifiants actuels.



Privilégiez les règlements de vos annonces et abonnements par virement ou paiement sécurisé en ligne par carte bancaire.



Privilégiez la communication par e-mails.



Nous restons à votre disposition pour toute question en direct :

par téléphone au : **09.70.44.04.07** et sur la boîte mail : al@picardiegazette.fr

Espérant qu'aucun de vous ne sera confronté à cet agent pathogène, nous vous prions de recevoir, Mesdames, Messieurs, nos sincères salutations.

Xavier Méplon - Gérant Gazette Picardie